

CÔTE-D'OR SOCIÉTÉ

Grand débat : des communes sont pour, d'autres sont contre

Si les modalités du grand débat en Côte-d'Or restent pour l'instant encore assez troubles, des mairies ont néanmoins déjà pris position.

Comme expliqué précédemment (lire notre dossier en pages 2 et 3), pour l'instant, les mairies du département de la Côte-d'Or restent donc dans le flou concernant l'éventuelle organisation du grand débat national en leurs murs.

Dans le cadre de notre dossier, certains élus ont pris position, expliquant parfois leur intention d'en faire partie, et parfois non. Morceaux choisis.

■ **Sébastien Sordel, maire de Tréclun** : « Nous sommes demandeurs, mais... »

« Nous sommes demandeurs pour organiser ce grand débat, mais, pour l'instant, nous manquons cruellement d'informations », nous a confié, hier, Sébastien Sordel, le maire sans étiquette de Tréclun, dans le canton d'Auxonne. « On peut se demander si ces débats ne vont pas être organisés entre copains (du gouvernement, ndlr). Pour l'instant, le débat semble être mal parti et ressemble un peu à une usine à gaz... »

■ **À Arnay-le-Duc, on attend des éléments de la préfecture**

Dans la commune d'Arnay-le-Duc, dans l'arrondissement de Beaune, pour l'instant, rien n'est



■ **D'une mairie à une autre en Côte-d'Or, les positions sur le grand débat national pourront être différentes.** Photo archives Humberto OLIVEIRA

prévu. La mairie attend de recevoir des éléments de la préfecture pour s'organiser. En revanche, comme d'autres communes, des cahiers de doléances y avaient été ouverts, avec quelques contributions.

■ **À Pouilly-en-Auxois, la mairie attend son fameux « kit »**

À Pouilly-en-Auxois, la préfecture a signifié à la mairie qu'ils recevraient un « kit » pour organiser ce grand débat. Ils attendent donc aussi d'avoir des éléments pour pouvoir organiser ce grand débat.

■ **À Seurre, le maire se refuse à organiser un grand débat**

À Seurre (canton de Brazey-en-Plaine), le maire PS Alain Becquet nous a précisé qu'il ne comptait rien organiser du tout. « Si les gens veulent faire des doléances, qu'ils m'envoient un mail, et je le transmettrai au député », nous a confié le premier édile. « Ce n'est pas à moi d'être responsable de ce qui se passe au niveau national. Je ne ferai rien de plus que mon travail. Ce grand débat, c'est de la poudre de fusée. »

■ **Assemblée citoyenne**

ZOOM

■ **À Saint-Marc-sur-Seine, un débat a déjà eu lieu**

Dans le Pays châtillonnais, la commune de Saint-Marc-sur-Seine (environ 130 habitants) a anticipé le débat prévu à l'échelle nationale. Le 4 janvier, une assemblée communale et citoyenne a été organisée en mairie. L'objectif était de rassembler les habitants qui le souhaitent. Une douzaine de personnes a assisté à la réunion, qui a duré 1 h 30. Un compte rendu de quatre pages a été rédigé par le maire Vincent Chauvot, qui a relevé « trois points importants » : un sentiment d'incompréhension (imposition, aides sociales, etc.), un sentiment d'indignité ou d'abandon (services publics, transports, santé, emploi, etc.) et un sentiment d'être dépassé (nouvelles technologies, pouvoir d'achat, etc.). Lors de ses vœux, qui auront lieu dimanche, Vincent Chauvot va demander aux habitants les sujets sur lesquels ils souhaitent discuter en priorité. « On les invitera ensuite à participer à des ateliers afin de faire des propositions concrètes. »

à Mâlain

Une assemblée citoyenne est organisée le 30 janvier, à 19 heures, à la salle des fêtes de Mâlain pour échanger avec les habitants.

V. L. avec Y. S.

Les syndicats patronaux de Côte-d'Or veulent aussi participer au grand débat national

Que ce soit au sein de la Confédération des petites et moyennes entreprises de la Côte-d'Or (CPME 21) et du Mouvement des entreprises de France du département (Medef 21), on précise vouloir participer à ce grand débat.

Le président du Medef 21 : « Nous voulons en être »

David Butet, le président du Medef 21, nous a indiqué jeudi après-midi que son syndicat attendait, « entre vendredi et lundi », des éléments provenant de l'Élysée, qui préciseraient le contenu de « la lettre de cadrage national » du président de la République Emmanuel Macron. Dans tous les cas, les membres du bureau du Medef 21 doivent se réunir lundi pour déterminer comment le



■ **En Côte-d'Or, les représentants du monde de l'entreprise souhaitent prendre part au débat.** Photo d'illustration Philippe BRUCHOT

mouvement pourra participer au grand débat. « Quoi qu'il arrive, nous voulons en être », a déclaré

David Butet. Par ailleurs, ce dernier en attend « beaucoup ». « Nous souhaitons un apaisement

de la situation actuelle et qu'une réelle communication soit remise en place avec l'ensemble des parties prenantes. Il ne faut pas seulement une écoute, mais une véritable entente, et construire un nouveau modèle avec tout le monde. »

CPME 21 : une consultation interne de ses adhérents dès la semaine prochaine

Si nous n'avons pas pu joindre le président de la CPME 21 dans nos délais de parution, il nous a été précisé hier que le syndicat comptait aussi participer à la grande consultation, notamment mercredi et vendredi à travers une consultation interne de ses adhérents.

V. L.